



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE PUBLIC SOUMIS AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

M_3479

Pouvoir adjudicateur : GCS UniHA – 83 Boulevard Marius Vivier Merle – 69003 LYON

Objet du marché : Prestation d'accompagnement de la filière énergie du GCS UniHA pour l'achat groupé « d'Utilités » (gaz, électricité, effacement et leurs prestations associées)

Technique de marché : marché à tranches

SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	2
Chapitre 1er - Généralités.....	4
1. Objet et périmètre du contrat	4
1.1 Objet du contrat	4
1.2 Type de contrat et estimation du marché	4
2. Durée du marché	4
3. Pièces constitutives du contrat.....	5
4. Obligations générales du titulaire.....	5
4.1 Modifications affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché	5
4.2 Qualité des fournitures et Services	7
4.3 Assurances.....	8
4.4 Discretion et confidentialité	8
4.5 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	9
4.6 Sous-traitance	9
4.7 Protection des données personnelles dans la relation pouvoir adjudicateur –et titulaire	9
Chapitre 2 – Modalités d'exécution.....	11
5. Modalités d'exécution des prestations.....	11
6. Opérations de vérification	11
Chapitre 3 - Prix et règlements	12
7. Contenu et caractère des prix.....	12
7.1 Forme des prix.....	12
7.2 Contenu des prix	13
8. Révision des prix	13
9. Modalités de règlements	14
9.1 AVANCES	14
9.2 DELAIS DE PAIEMENT.....	15
9.3 FACTURES	15
Chapitre 4 – Pénalités, résiliation, imprévision	18
10. Pénalités applicables par le GCS UniHA.....	18
11. Résiliation du contrat	18
11.1 Motifs de résiliation	18
11.2 Résiliation en cas de liquidation judiciaire.....	19

11.3 Indemnités de résiliation	19
Chapitre 6 - Dérogations au CCAG-PI.....	20

Chapitre 1er - Généralités

1. OBJET ET PERIMETRE DU CONTRAT

1.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent marché a pour objet l'accompagnement opérationnel de l'équipe achat d'énergie du GCS UniHA dans l'ensemble de ses opérations d'achats groupés d'utilités (gaz naturel, électricité, effacement) ainsi que, le cas échéant, d'achats accessoires (par exemple les garanties d'origine).

Le périmètre des prestations est défini au CCTP.

1.2 TYPE DE CONTRAT ET ESTIMATION DU MARCHE

Le marché est composé en une tranche ferme et plusieurs tranches optionnelles. Les prestations facultatives définies à l'article 4 du CCTP peuvent compléter le périmètre du marché.

La tranche ferme s'exécute à compter du 1^{er} avril 2026.

Les tranches optionnelles sont exécutées sous réserve d'une décision d'affermissement de la tranche notifiée par UniHA au titulaire par voie électronique ou courrier. Le délai d'exécution de la tranche court à compter de la notification de la décision par UniHA, la date de notification étant considérée comme la date d'envoi de la décision par UniHA.

L'absence d'affermissement des tranches optionnelles n'ouvrent droit à aucune indemnisation du titulaire.

2. DUREE DU MARCHE

Le point de départ de la durée du marché est au plus tôt le 1^{er} janvier 2026 et à défaut la date de notification du présent marché.

Le début d'exécution de la tranche ferme est le 1^{er} avril 2026.

Au cours des 3 mois qui précèdent le début d'exécution de la tranche ferme, le titulaire collecte auprès de l'équipe énergie les données nécessaires à la préparation de l'exécution des prestations (opérations de paramétrage, de réglages, réunions de cadrages...).

L'échéance du présent marché est le 1^{er} avril 2029.

3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Les pièces constitutives du présent marché sont les suivantes :

- **L'acte d'engagement et ses annexes listées dont la DPGF**
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières**
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières**
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de Prestations intellectuelles (CCAG-PI)
- **L'offre technique du titulaire** incluant le cadre de réponse technique

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

4. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE

4.1 MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE ET INTERVENANT AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

4.1.1 MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le GCS UniHA de tout changement qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- À un changement de coordonnées bancaires (RIB)

Ces changements doivent être signalés impérativement au référent administratif du GCS UniHA avant toute nouvelle facturation. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue.

Ces modifications peuvent être formalisées par certificat administratif. Un avenant n'est pas nécessaire.

4.1.2. CESSION DE MARCHÉ

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

4.1.3 CHANGEMENT DES PERSONNES DEDIEES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les personnes nommément désignées dans l'offre du titulaire du marché s'engagent à exécuter les prestations.

Si l'une d'elle n'est plus en mesure d'accomplir et d'exécuter les missions présentées, le titulaire informe sans délai UniHA et prend toutes les mesures nécessaires permettant d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Les intervenants proposés doivent être de formation, expériences équivalentes aux profils exigés et présentés dans l'offre.

Le titulaire s'engage à proposer à UniHA un remplaçant dans un délai de 30 jours, disposant des compétences au moins équivalentes. A défaut, le marché pourra être résilié pour faute.

Le remplacement de ces intervenants est soumis à l'accord préalable de UniHA. L'absence de réponse dans un délai de 15 jours à compter de la demande vaut acceptation.

Le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations ou un retard dans l'exécution des prestations.

Pendant toute la durée d'exécution, le GCS UniHA se réserve le droit de demander au titulaire concerné le remplacement des intervenants qui ne respectent pas les engagements de l'offre retenue et qui s'avèrent inadaptés à l'exécution des prestations telles que décrites dans le présent CCAP et dans les CCTP.

4.2 QUALITE DES FOURNITURES ET SERVICES

Les prestations objet du marché doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux spécifications techniques décrites dans le dossier de consultation.

Le titulaire s'engage à respecter les termes de son offre et à délivrer un accompagnement éclairé permettant à UniHA de pouvoir remplir sa mission d'achat groupés dans toutes ses composantes, tant vis-à-vis des adhérents que des fournisseurs titulaires de nos marchés.

Le titulaire est tenu à cet égard à un devoir de conseil.

Le titulaire s'engage à :

- garantir qu'il respecte les exigences contractuelles, réglementaires et normatives ;
- réduire les risques liés aux non-conformités (technique, réglementaire, sécurité) ;
- assurer la traçabilité et l'évaluation continue de ses prestations.

Pour la prestation de conseil en achat d'énergie, UniHA évaluera la qualité de la prestation surtout par la pertinence, la valeur ajoutée et la satisfaction client.

Seront ainsi évalués en continu :

La qualification des consultants : diplômes, certifications, expériences sectorielles, méthodologies de travail ;

Le processus de prestation : cadrage de début de mission, plan de mission, validation des livrables intermédiaires, réunions de suivi ;

Les exigences en termes de livrables : clarté, pertinence, conformité aux attentes exprimées (ex. rapports, benchmarks, plans d'action) ;

La confidentialité et la conformité réglementaire : engagement contractuel sur la protection des données sensibles, notamment ;

L'indépendance vis-à-vis des fournisseurs d'énergie : engagement de ne pas exercer l'activité de courtier en énergie.

Pour la mise à disposition d'outils informatiques d'accompagnement aux achats d'énergie, UniHA évaluera la robustesse, la sécurité, la continuité de service et la conformité technique.

Seront ainsi évalués en continu :

La conformité produit : logiciel conforme au cahier des charges, aux normes applicables (interopérabilité, RGPD, ISO/IEC si pertinent) ;

Le support & maintenance : SLA (Service Level Agreement) définissant délais d'intervention, correction des anomalies, mises à jour de sécurité ;

La sécurité : respect des bonnes pratiques de cybersécurité (tests de vulnérabilité, correctifs réguliers).

Les tests & validations avant livraison : preuves de tests unitaires, d'intégration et de non-régression avant livraison ;

La traçabilité et la gestion des incidents : suivi des anomalies, plan de traitement, indicateurs de récurrence et de criticité.

L'amélioration continue : feuilles de route produit, gestion structurée des évolutions fonctionnelles.

Le contrôle des engagements de qualité ci-dessus sera réalisé annuellement et conjointement entre les parties au contrat.

4.3 ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier auprès de UniHA dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas de retard de communication des assurances, une pénalité de 100 euros par jour de retard sera appliquée, de plein droit et sans mise en demeure, sans exonération et sans plafond.

4.4 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

4.5 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

A compter de la notification du marché, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

4.6 SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire fournit au GCS UniHA une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire, en signant l'acte de sous-traitance, est réputé avoir accompli auprès de son sous-traitant les obligations qui s'imposent en application de l'article L.8222-1 du Code du travail.

4.7 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES DANS LA RELATION POUVOIR ADJUDICATEUR –ET TITULAIRE

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE)

2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le titulaire traite les données personnelles collectées auprès des agents de UniHA et de chaque adhérent pour les seuls besoins du suivi administratif de l'accord-cadre et l'exécution des prestations contractuelles qui lui incombent.

Chapitre 2 – Modalités d'exécution

5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La notification du marché vaut notification de la tranche ferme qui s'exécute selon les délais précisés à l'article 2 du CCAP.

Chaque tranche optionnelle sera, le cas échéant, déclenchée par notification d'une décision au titulaire.

Les prestations facultatives, si elles sont retenues, sont déclenchées, le cas échéant, par un ordre de service.

6. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les prestations du titulaire sont réputées admises si elles ne sont pas contestées par le GCS UniHA dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la réception du livrable.

Chapitre 3 - Prix et règlements

7. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

7.1 FORME DES PRIX

Les prix facturés sont ceux proposés dans l'offre et répondent aux règles suivantes selon les tranches.

Ils sont révisables pour les prestations des tranches ferme et optionnelles et fermes pour les prestations facultatives.

7.1.1 PRIX DE LA TRANCHE FERME :

- Le suivi d'exécution des marchés en cours (article 3.1.1 du CCTP) fait l'objet d'un forfait d'accompagnement annuel et de paiements trimestriels sur la base d'un rapport des états de service fait.
- La participation aux instances de gouvernance de suivi des marchés (article 3.1.2 du CCTP) fait l'objet d'un forfait annuel et de paiements trimestriels sur la base d'un rapport des états de service fait.
- La mise à disposition d'une solution numérique (article 3.1.3 du CCTP) fait l'objet d'un abonnement annuel et de paiements trimestriels

7.1.2 PRIX DE LA TRANCHE OPTIONNELLE 1

L'assistance à la passation des contrats d'achat d'électricité et de gaz pour 2029 (article 3.2 du CCTP) fait l'objet d'un forfait et d'acomptes trimestriels sur la base d'un rapport des états de service fait.

7.1.3 PRIX DE LA TRANCHE OPTIONNELLE 2

L'assistance à la passation des contrats de valorisation des capacités d'effacement pour 2029 (article 3.3 du CCTP) fait l'objet d'un forfait et d'acomptes trimestriels sur la base d'un rapport des états de service fait.

7.1.4 PRIX DE LA TRANCHE OPTIONNELLE 3

L'assistance à la passation des contrats d'achat d'électricité et de gaz pour 2029 (article 3.4 du CCTP) fait l'objet d'un forfait et d'acomptes trimestriels sur la base d'un rapport des états de service fait.

7.1.5 PRIX DE LA TRANCHE OPTIONNELLE 4

La reprise en gestion des plans de couverture en lieu et place de l'équipe achat UniHA (article 3.5 du CCTP) fait l'objet d'un forfait trimestriel.

7.1.6 PRIX DE LA TRANCHE OPTIONNELLE 5

L'intégration et la collecte des données de consommation et techniques (article 3.6 du CCTP) fait l'objet d'un prix annuel pour l'intégration et la collecte automatisée et la mise à jour des points de livraison intégrés dans les marchés en blocs + spot (420 pdl environ).

7.1.7 PRIX DES PRESTATIONS FACULTATIVES

Les prestations facultatives décrites à l'article 4 du CCTP font chacune l'objet d'un forfait.

7.2 CONTENU DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, soit toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Elles incluent les déplacements à Paris, Bordeaux ou Lyon sur un maximum de 2 déplacements par an toutes tranches confondues.

8. REVISION DES PRIX

Les prix relatifs aux prestations des tranches sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché, selon la formule suivante :

$$P = P0 \times I / I0$$

Où :

- P = prix révisé,
- P0 = prix initial (ou dernier prix révisé),
- I = valeur de l'indice Syntec publié au Journal officiel de la République française, connue à la date de révision,
- I0 = valeur de l'indice Syntec de référence au mois de remise des offres.

Toute disparition ou modification de l'indice Syntec entraînera son remplacement par l'indice officiel de substitution publié par l'INSEE ou, à défaut, par un indice équivalent choisi d'un commun accord entre les parties.

La demande de révision devra être formulée par l'envoi par le titulaire d'un email au référent du marché, moyennant un **préavis de 2 mois** avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire fournira un BPU avec l'ensemble de ses nouveaux prix.

L'absence de demande de révision dans ce calendrier pourra avoir pour conséquence le maintien de l'offre initiale ou du prix précédemment révisé.

Il est précisé que le GCS UniHA assurera également un suivi annuel de ces indicateurs, lui permettant dans le cas d'indicateurs orientés à la baisse de faire valoir, sans que le titulaire puisse s'y opposer, à une révision à la baisse des prix en application de la formule de révision.

L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur.

La notification du BPU au titulaire par voie électronique (échange de mails) vaut accord du pouvoir adjudicateur.

En regard de la charge administrative engendrée par les modifications tarifaires pour les différentes parties, il est convenu du maintien des tarifs pour toute révision tarifaire entraînant une hausse ou une baisse des prix unitaires HT inférieure à 5%.

9. MODALITES DE REGLEMENTS

9.1 AVANCES

Les dispositions de l'article B.11.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement : l'avance sera accordée lorsque le montant de la tranche est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5% et porté à 10% pour les PME.

Il ne sera accordé aucune avance supplémentaire.

Remboursement de l'avance

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

9.2 DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement est fixé conformément à la réglementation en vigueur à compter de la date de réception de la facture

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.

9.3 FACTURES

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

1/ Facture électronique :

- ⚠ Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

2/ Dépôt de la facture électronique :

- ⚠ La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leurs prix forfaitaires ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- pour les factures liées aux équipements électroniques et électriques, les factures feront apparaître la ligne correspondant à l'élimination des déchets
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'adhérent.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

Chapitre 4 – Pénalités, résiliation, imprévision

10. PENALITES APPLICABLES PAR LE GCS UNIHA

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables et nettes de taxes.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités sont plafonnées à un maximum de 5000€/an.

Une pénalité forfaitaire de 1000 € sera appliquée pour des retards de livrables supérieurs à 5 jours ouvrés.

Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont récupérées à la suite de l'émission, d'un titre de recette.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré.

11. RESILIATION DU CONTRAT

11.1 MOTIFS DE RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution du marché à tout moment, pour motif d'intérêt général ou suite à une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, notamment :

- Dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI ;
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- Si le GCS UniHA décèle une dégradation significative de la qualité des prestations ;
- En cas de non-respect des engagements contractuels décrits dans l'offre du titulaire et notamment, le remplacement, en cours d'exécution du marché, des intervenants désignés dans l'offre du titulaire, dès lors que les nouveaux intervenants ne présentent pas le même niveau de compétence, d'expérience et de formation.
- En cas de manquements contractuels graves ou répétés (retards dans l'exécution des prestations mettant en péril la notification des marchés, rejets répétés de prestation, conflits d'intérêts non portés à la connaissance de UniHA).
- En cas d'atteinte du plafond de pénalités prévu à l'article 10

En cas de résiliation pour faute, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution d'un mois, doit avoir été notifiée au titulaire et être restée infructueuse ou sans effet utile.

11.2 RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

11.3 INDEMNITES DE RESILIATION

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, la résiliation pour faute ou pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité de résiliation.

Chapitre 6 - Dérogations au CCAG-PI

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Prestations intellectuelles de 2021 :

Article du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
2	Pouvoir adjudicateur Date de notification des décisions d'affermissement des tranches
14.1.2	Plafond des pénalités
27	Opérations de vérification
42	La résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit à indemnisation